

# LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.140 — QUARANTIÈME ANNÉE — DIMANCHE 24 OCTOBRE 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 — Marseille

## ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. — Réclames : 2.75 — Faits divers : 3 fr.  
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. — Chronique Locale : 10 fr.  
Les insertions sont exclusivement reçues  
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux  
A Paris : A l'agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

## ABONNEMENTS

Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard, 6 Mois 6 fr. Un An 12 fr.  
et Basses-Alpes 5 fr. 9 fr. 17 fr.  
Autres départements et l'Algérie 6 fr. 11 fr. 20 fr.  
Étranger (Union postale) 9 fr. 17 fr. 30 fr.  
Les Abonnements partent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois  
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

## Aujourd'hui : Six Pages

## Chronique Parisienne

La photo au front. — Indiscrétions. La vie chère. — Les tricheries. Inaptes. — La grande fraude

Cela semble impossible et pourtant cela existe : des soldats, que leur âge et leur situation militaire ont placés dès le début de la guerre aux postes les plus avancés de l'armée, c'est-à-dire à cette ligne mouvante sur laquelle se maintient et vit le soldat, le problème de chaque jour, trouvent le moyen d'envoyer dans leur famille des photographies qui font la joie et feront peut-être un jour la consolation de ceux qui les reçoivent.

Ils ont un appareil — généralement un Kodak à rouleau de pellicules — et ils opèrent, jusque sous la mitraille, entre deux tirs le plus souvent, alors qu'ils ont quelques minutes de repos et ils envoient chez eux le rouleau avec les notes de commande.

Tout simplement la demande de tant d'exemplaires du tirage : on est six ou huit, ou seulement deux ou trois sur le cliché ; on demande un certain nombre d'épreuves, chacun voulant en envoyer une à sa mère, à sa femme, voire même à sa bonne amie. Le camarade qui a l'appareil passe la commission à sa famille, qui révèle le cliché et l'envoie à une maison de travaux photographiques, après qu'on renvoie les épreuves au front, et, quelle joie !

Au logis, devant les épreuves qu'on garde, les mères douloureuses sont en contemplation : Mon fils est là, disent-elles, y sera-t-il demain ? Reviendra-t-il un jour ? Et, quand ?

Que le soldat revienne, ou demeure à jamais là-bas, la photographie restera le souvenir sacré, la leçon de courage pour les enfants, la page la plus émouvante du mémorial de la famille, transmettant l'attitude et le geste de l'héroïque soldat.

Il y a des photographies réservées aux journaux : quelques-unes méritent, selon nous, d'être critiquées, pour cause d'indiscrétion, il en est qui pourraient signaler et dont nous ne voulons pas parler pour ne point attirer l'attention.

La caractéristique de la guerre actuelle en France aura été justement l'indiscrétion, et ce n'est pas sans raison que certains journaux ont été interdits, que certains ont été virulents contre l'effréné bavardage des poilus, gradés ou non, qui empiètent les trains en marche de leurs récits plus ou moins exacts.

Un soldat risquera sa vie dix fois en une minute, il donnera son sang pour son pays, tout... une seule chose lui restera impossible, c'est de se taire. Heureusement, il se glisse dans les récits les plus épatants, une part de fiction, une partie de rêve, une peinture mal posée, qui abuse les lecteurs à l'aveugle, habitant encore par milliers dans notre pays.

Les murs des wagons, comme les autres murs, ont des oreilles. Les Boches parlent moins que nous ; néanmoins, les peines les plus sévères ont été infligées en Allemagne contre les soldats bavards : quant aux officiers, là-bas, ils sont muets.

Être muet, c'est bien beau ; c'est peut-être trop beau pour nous.

De toutes ces choses, on s'entretient en famille, et, si les caricaturistes ont beau jeu en établissant de gais tableaux représentant les civils parlant de la guerre en bavards, prétentieux autant que ridicules, il n'est pas moins vrai que, dans les familles, on s'entretient des choses les plus graves avec la sagesse de notre race étonnante, mue en tout temps par deux forces égales : l'imagination, qui entraîne ; le bon sens, qui met les choses au point.

Dans les foyers, donc, on parle — et pas trop solemnellement — de la question des balcons de notre situation dans l'Est français et de l'effort russe ; on s'efforce de se tenir hors de l'influence des pessimistes ou transanciens et des optimistes non moins ou transanciens : c'est certainement de la sagesse et de la meilleure. Et puis, on s'entretient de la vie trop chère — sujet d'actualité, certes.

Peut-on obtenir que la vie soit moins chère ? On le peut, cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Y a-t-il des marchands, des producteurs, qui abusent de la situation difficile ? Il y en a beaucoup. Peut-on les réduire ? Cela ne paraît pas impossible.

Pour notre compte, nous connaissons des producteurs qui livrent leurs produits au prix le plus raisonnable ; aussi arrivés sur le marché, ces prix subissent une prodigieuse augmentation. Pour quoi ? Car enfin, ces produits ne sont pas destinés à être expédiés ; ils arrivent du village à la ville pour y être vendus au consommateur directement par le commerce de détail.

Quant au pain et à la viande, la faculté de les taxer étant un droit, il suffit d'en user. Dans les grandes villes, cela se fera sans que la marchandise soit altérée, dans nombre de communes, le consommateur est impudemment trompé sur le poids et le seigle est employé sans vergogne en quantités excessives dans la fabrication du pain de froment.

Une passion sur bien des tricheries, il ne faudrait pourtant pas exagérer ces petites malhonnêtetés. Nous ne prétendons pas vivre comme en temps de paix dans l'abondance, mais nous voulons vivre normalement sans enrichir personne : ce n'est pas le moment de s'enrichir.

Dans tous les cas, il convient de dire haut que les gens qui ont le courage de cacher leur or contribuent largement à cette cherté de la vie ; le pays a besoin d'acheter des denrées et on ne les livre que contre le numéraire or, les munitions également ; c'est pourquoi se dépouiller — sans rien perdre d'ailleurs — est le premier des devoirs.

Nous n'avons pu nous empêcher de sourire, lorsqu'un quidam racontant qu'on lui avait volé quatre pièces d'or pendant l'exclamation joyeusement ceux qui l'écoulaient ; même quelqu'un cria : ça, c'est bien fait ! Cette opinion était évidemment fautive ;

mais nous devons dire qu'elle ne fut pas mal accueillie, sauf par le volé.

Et maintenant, disons quelques mots de la grande affaire qui passionne le public, c'est-à-dire des exemptions frauduleuses procurées par des médecins dénués de scrupules.

Nous soulevons souvent des exemptés déclarés inaptes, qui ne nous paraissent aucunement inaptes, car on ne saurait admettre que des hommes de 25 à 35 ans qui peuvent se livrer tous les jours dans le civil à des travaux fatigants, ne puissent remplir un emploi auxiliaire dans l'armée alors que des hommes beaucoup plus âgés et pères de famille que l'on pensait avoir nombre de droits à l'exemption du service armé, ont été appelés envers et contre tout. Cet état de choses étant acquis, acceptons-le.

Mais, s'il faut admettre les sévérités de la loi, souhaitons qu'elles soient égales pour tous.

Personne ne dénonce, c'est entendu ; on s'indigne souvent tout bas. Allez donc dire que Monsieur X... ou Monsieur Z... est toute la journée sur sa bécane, veille gaiment, s'adonne à certains travaux rétribués et pourrait fort bien faire office d'auxiliaire, on vous répondra : Il a une maladie de foie vous savez, ça ne se voit pas mais ça y est tout de même ! et encore : Il a une maladie de cœur ! ou... autre chose.

Vous vous taisez. Quelque chose vous dit bien que vu la vie menée par l'individu, on pourrait fort bien l'utiliser et qu'il n'est pas inapte à tout emploi, vous ne protestez point ; vous voulez croire que le bon feu étant la règle, la mauvaise foi, ou l'ignorance, est l'exception.

Mais, quand la fraude est avérée ; quand on sait que moyennant 2.000, 5.000 ou 10.000 francs, certains médecins font exempter un homme parfaitement valide, toutes les consciences se soulevent.

C'est donc ce qui vient de se produire et les médecins inculpés ne sont pas d'infimes praticiens ; certains ont une situation en vue, une situation officielle, même dans l'armée.

Faux, usage de faux, corruption de fonctionnaires, voilà de bien grands mots et de bien grosses choses ! Nous voudrions que les bénéficiaires fussent réellement malades et eussent droit à l'exemption ; même nous le souhaitons ! Cela réduirait l'affaire à des termes plus simples comportant des atténuations.

Il n'en coûte rien d'espérer, donc, espérons. En attendant, il y a une quarantaine d'arrestations, assure-t-on ; c'est beaucoup. Les Conseils de guerre ne chôment pas.

## UNE MARSEILLAISE



Le château de M. Léon Bourgeois à Stuppes, qui a été bombardé par les Allemands

Lire à la 6<sup>e</sup> page

## LE DERNIER DES TROUBADOURS

## Le Coup de l'Apache bulgare



.... Et le Grec et le Roumain regardent toujours !

## 448<sup>e</sup> JOUR DE GUERRE

## Communiqué officiel

Paris, 23 Octobre.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

Dans la soirée d'hier des groupes ennemis ont tenté de sortir de leurs tranchées dans la partie sud du Bois-en-Hache et près du fortin de Givenchy. Ils y ont été immédiatement et facilement dispersés.

En Champagne, également, de fortes reconnaissances ennemies, appuyées par des tirs d'obus lacrymogènes et suffocants, ont essayé d'aborder nos positions vers la butte de Tahure. Nous les avons partout refoulées et à peu près détruites par nos feux d'infanterie et de mitrailleuses.

Sur le front de Lorraine, nous avons, par un combat pied à pied et opiniâtre, conquis une tranchée tenue par l'ennemi, à proximité du croisement des routes Leintrey, Gondrexon et Amenoncourt-Réillon.

Nuit relativement calme sur le reste du front.

## Le Plan allemand contre le canal de Suez

Le canal de Suez est un des principaux objectifs de la guerre qui se poursuit en Orient. Les Allemands espèrent s'en emparer pour porter un coup terrible à l'Angleterre.

Voici les principales données de cette question, telle qu'on l'envisage à Berlin. Si le canal tombait en la possession des Turco-Allemands, tout transit serait naturellement interdit aux navires anglais qui, pour maintenir les relations de la Grande-Bretagne avec l'Océan Indien et l'Extrême-Orient, devraient reprendre la vieille route de Vasco de Gama et doubler le cap de Bonne-Espérance.

C'est donc cette voie maritime n'est pas préparée pour faciliter les voyages d'une importante flotte de commerce. Le ravitaillement en charbon n'y est pas facile, en effet, les escales s'y trouvant les éloignent les uns des autres. Alors que dans la Méditerranée et la mer Rouge, les postes charbonniers sont rapprochés et bien aménagés, dans l'Océan Atlantique et la mer des Indes, ils sont séparés par des traversées de 15 et 20 jours. D'ailleurs, ces postes ne disposent que de faibles réserves, suffisantes pour le trafic réduit auquel ils doivent normalement faire face, mais ils seraient vite épuisés au cas où un plus grand nombre de bateaux viendraient brusquement leur demander du charbon.

Le canal a permis, comme chacun sait, de réduire sensiblement la durée des traversées. Il faut rappeler ici quelques chiffres :

### ÉCONOMIE APPROXIMATIVE

en kilomètres en par est en jours		
Londres-Yokohama...	3.600	24
Londres-Hongkong...	3.750	28
Londres-Calcutta.....	4.000	33
Londres-Bombay.....	4.900	44
Marseille-Bombay.....	6.300	58
Hambourg-Bombay.....	4.900	42

La reprise de la voie du Cap déterminerait donc pour chaque steamer une augmentation sensible de la consommation de charbon que ne compenserait pas l'économie forcée réalisée sur la taxe de passage du canal (6 fr. 35 par tonne depuis 1913).

Le charbon que livraient les postes de l'Atlantique ou de l'Océan Indien coûterait plus cher que celui de la Méditerranée ou de la mer Rouge, puisqu'il faudrait le transporter beaucoup plus loin.

L'augmentation des réserves charbonnières sur la voie du Cap nécessiterait d'ailleurs un prélèvement assez important sur la production actuelle des mines anglaises, déjà fortement mises à contribution par les Alliés et surtout par la France.

Le charbon anglais pourrait-il être remplacé par du charbon asiatique ? Sans doute, mais ce dernier est d'un moindre rendement, et il en faudrait une quantité plus grande pour effectuer un même trajet ; l'espace réservé sur chaque transport aux marchandises payantes en serait donc diminué.

Pour ces divers motifs, les frets s'élevaient sensiblement et la fréquence des arrivages et des départs en serait assurément diminuée. La fermeture du canal de Suez aurait donc sur la vie économique de l'Angleterre de très sérieuses conséquences. C'est

pour cela que les Allemands voudraient se rendre maîtres de l'admirable travail donné en 1869 par la France au monde civilisé.

Leur premier soin serait d'ailleurs, si par malheur ils pouvaient s'en approcher, de le détruire, au moins partiellement, afin d'en rendre la traversée le plus longtemps possible impraticable.

Si, en effet, l'Angleterre se trouvait, plusieurs années encore après le rétablissement de la paix, dans l'impossibilité de reprendre la route de Suez, quel handicap en faveur de l'Allemagne lorsque recommencerait la concurrence commerciale ?

Si au cours de la guerre turco-anglaise en Égypte, l'Allemagne n'eût pas obtenu le canal, dont l'importance mondiale est incalculable, venant à subir de sérieux dommages, si pour longtemps, pour des années peut-être, il se trouvait fermé à toute circulation, la faillite en incomberait, comme pour la capitale de Helms, à ceux qui s'en servent pour leurs intérêts de guerre et non pas à ceux qui, dans leur légitime défense, l'auraient détruite.

On n'est pas plus cynique !

## IL Y A UN AN

## Samedi 24 Octobre

Les Allemands progressent légèrement au nord de Bizmude et autour de La Bassée, mais les alliés avancent à l'est de Nieupoit, dans la région de Langemarck, entre Armentières et Lille, entre Amiens et Chaumes, vers Rozières, en Yèvre, et vers Pont-a-Mousson ; à l'ouest de l'Argonne, les Français occupent Metzcourt.

En Pologne, l'échec du plan de von Hindenburg est complet ; les Russes remportent une nouvelle victoire sur le front Petroszof-Radom.

Le gouvernement ordonne la mise sous séquestre des maisons de commerce et d'industries allemandes et autrichiennes à Paris et dans toute la France.

## La Chasse aux Espions

Londres, 23 Octobre. Les autorités civiles ont remis aujourd'hui à l'autorité militaire deux individus qui auraient été surpris en train de faire des signaux lumineux sur la toiture d'un hôtel, pendant que les zepplins survolaient Londres.

## LA GUERRE

## Les Serbes continuent leur héroïque résistance

### L'entrée en scène de la Russie est imminente

Paris, 23 Octobre. Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré. Ils se sont entretenus de la situation diplomatique et militaire.

## LA SITUATION

De notre correspondant particulier

Paris, 23 Octobre.

L'Angleterre avait offert Chypre à la Grèce pour l'amener à secourir la Serbie, ce à quoi d'ailleurs l'obligation des traités, l'honneur et son propre intérêt. La Grèce refuse le présent magnifique.

On a peut-être eu tort de faire ce geste qui peut être interprété comme un aveu de faiblesse, mais à un autre point de vue, la proposition de l'Angleterre aura eu cet avantage qu'il nous fixe sur les dispositions d'Athènes, ou plutôt qu'il nous permet d'écarter du gouvernement grec des prévisions et des engagements formels. Et ce n'est peut-être pas le seul qui résulte de ce refus. Celui-ci aura démontré, une fois de plus, et d'une manière définitive, espérons-le, qu'il n'y a qu'un moyen de décider les neutres, tremblants ou suspects : la force.

C'est un grand malheur que les gouvernements de la Quadruple-Entente se soient obstinés à ne pas le comprendre. A l'heure actuelle, ils seraient sans succès s'ils persévéraient dans leurs illusions dangereuses.

Nous avons le devoir de prendre des garanties à Athènes. L'opinion publique toute entière exige avec une force croissante. Si l'Allemagne a pu leurrer tout l'Orient sur sa puissance, c'est parce que nos tergiversations et nos erreurs ont favorisé son bluff impudent. Aucune des nations de l'Entente ne peut plus hésiter, ni atomer désormais.

Les opérations militaires sont actives sur le front italien où nos alliés ont remporté un brillant succès sur les Autrichiens, et sur le front russe où les Austro-Boches reçoivent des coups terribles et essouffés de grosses pertes. Sur le front occidental, l'accalmie relative de ces deux jours est le prélude d'actions plus énergiques.

Malheureusement, en Serbie, la situation est grave. Elle n'est cependant pas désespérée. Les contingents anglo-français arrivent toujours, et les Russes interviendront, mais si la Roumanie leur refusait le passage, le veur dire que, dans ce cas, nos alliés interviendraient par ailleurs, mais je ne peux pas insister à cet égard, ni même faire pressentir d'autres événements inévitables.

MARIUS RICHARD.

## LA CHERTÉ DE LA VIE

## Le Droit de taxer les Denrées donné aux Maires et aux Préfets

Paris, 23 Octobre.

M. Malvy, ministre de l'Intérieur, a soumis ce matin au Conseil des ministres un projet tendant à donner aux maires et aux préfets le droit de taxer toutes les denrées et matières nécessaires à la subsistance, au chauffage et à l'éclairage.

Ce projet sera déposé jeudi sur le bureau de la Chambre.

## Un Appel du Roi George au Peuple anglais

Londres, 23 Octobre.

Appel de Sa Majesté le roi d'Angleterre à son peuple :

A mon peuple, A ce grave moment de la lutte entre mon peuple et un ennemi puissamment organisé, qui a transgressé les lois des nations et porté atteinte aux conventions qui tiennent l'Europe civilisée, je vous adresse cet appel.

Les efforts de mon Empire m'inspirent de la joie et l'éprouve de la fierté en présence de l'empressement manifesté dans le monde entier par mes sujets qui ont volontairement sacrifié leurs foyers, leurs biens et jusqu'à leur existence même, afin d'empêcher que le libre Empire élevé par leurs ancêtres et les miens, ne passe aux mains d'autrui.

Je vous demande de faire en sorte que leurs sacrifices ne soient pas vains. Nous sommes bien loin du but. Plus d'hommes et encore plus d'hommes sont nécessaires pour maintenir en campagne mes armées et, par elles, assurer la victoire et une paix durable.

Dans les temps anciens, les heures les plus sombres ont toujours fait naître chez les hommes de bonne race les résolutions les plus énergiques. Je vous demande à vous, hommes de toutes classes, de venir volontairement prendre votre place parmi les combattants en répondant en grand nombre à mon appel.

Vous donnerez votre appui à nos frères qui, depuis tant de mois, maintiennent et noblement les vieilles traditions de la Grande-Bretagne et la gloire de ses armées.

GEORGE.

## Le Contrôle des Télégrammes

Recommandations aux commerçants

Paris, 23 Octobre. On nous communique la note suivante : Des commerçants établis en France ont été fréquemment sollicités de réexpédier des télégrammes à partir du territoire français,

pour le compte de maisons neutres, qui cherchent ainsi à échapper à la censure, en donnant à croire que leurs dépêches sont expédiées par une maison française. La transmission de messages concernant le commerce de l'ennemi peut ainsi se trouver facilitée.

L'attention des commerçants français est attirée sur les inconvénients de complaisances de cette nature qui risquent, en profitant à l'ennemi, de nuire à leur correspondance télégraphique personnelle. La censure pouvant se trouver conduite à étendre à leurs propres messages, la suspicion provoquée par ceux qu'ils se sont chargés de réexpédier.

## LA GUERRE EN ORIENT

## L'Attaque contre la Serbie

Communiqué officiel serbe

Nich, 20 Octobre.

(Retardée dans la transmission.)

Communiqué du Bureau de la Presse :

Les Bulgares ont commencé les hostilités sans déclaration de guerre préalable le 11 octobre. A la même date, dans la matinée, ils ont attaqué nos positions de Kitka et de Korimeva-Glava et ont pénétré sur notre territoire d'un kilomètre.

Le 14, ils ont attaqué notre position de Wanode-Livade, où ils ont été repoussés. Ils ont attaqué et pris la position de Pisani-Boukha que nous avons reprise au cours de la nuit ; ils ont tenté quelques attaques sans résultat sur quelques positions près du passage de Kadiz-Bogaz.

Le 13, à 11 heures du matin, ils ont prononcé des attaques sur toute la frontière avec le concours de leur artillerie, attaques qui ont continué le 14 dans la direction de Kadiz-Bogaz ; les Bulgares ont pénétré de quatre kilomètres sur le territoire serbe de Zleno-Brdo ; l'artillerie ennemie a attaqué deux trains tout le long de la voie de Prahovo à Zaeltschar.

Ce n'est qu'après avoir réussi à occuper par surprise les points de la frontière de la ligne Kgnagevatz-Krva, Planika, Golche, Orivat, Kamen, Bosovik, Detchani, Gladnatz, Tami, Vrhavik, Gmiva, Devebar et Bogdaritza, que le gouvernement bulgare a déclaré la guerre.

Le 15 octobre, les Bulgares ont attaqué puissamment nos positions à l'est et au sud-est de Zaeltschar, en se lançant à l'assaut. Trois attaques ennemies ont été repoussées ; des combats acharnés se sont livrés au sud-est de Kgnagevatz et dans la direction du passage de Saint-Nicolas. Une attaque sur la rive gauche de la Nichava, près de Grdoman et de Bouvlac et de Vlassina, sur le secteur de la douane de Greman, et une attaque dans la direction d'Égri-Palanka, près de Thoupino-Brdo et dans la direction de la station de Stroumitza, ont été repoussées.

Le 16 octobre, un combat se livrait dans la vallée de la Bregolniza, dans les directions d'Égri-Palanka et de Vlassina ; des combats opiniâtres se sont livrés près de Zaeltschar, autour de Sviniki, lequel a été pris et repris ; l'ennemi a laissé trois cents morts.

Le 17, rien à signaler sur le front Est. Sur le front Nord, le 17, des combats, qui se livraient dans la direction de la Morava sur la ligne Melakna-Caspapniza-Toponitza-Koula, durent encore.

Le 18, sur le front Est, rien d'important.

Le 19, nous avons repris Graticka-Tchuka, à l'ouest de Gharbanovatz. Des attaques ennemies sont engagées à Rogliovo, au sud de Negotine et près de Kralkivo-Selo.

Au sud de Vlasnosko-Blato des combats acharnés sont en cours.

## Les Bulgares auraient pris Kumanovo

Genève, 23 Octobre.

On mande de Sofia que les Bulgares annoncent la prise de Koprulu et de Kumanovo.

## Les communications interrompues

Athènes, 23 Octobre.

Le préfet de Salonique télégraphie que les communications entre la Grèce et la Serbie sont interrompues par suite de la destruction du pont de chemin de fer entre Zimpevo et Bestovoi.

## Les pertes austro-allemandes

Paris, 23 Octobre.

L'envoi spécial du Petit Parisien à Athènes télégraphie le 23 octobre :

Ce matin, la légation de Serbie communique les dépêches arrivées de Nich par porteur, et signées Pachitch. L'armée austro-allemande de Mackensen aurait perdu au minimum 60.000 hommes tués, blessés ou prisonniers, dans les batailles de Semendria, Sambatz et Obrenovatz. Certains bataillons, au passage des marais de Semendria, ont laissé les 3/10 de leurs







# CHATIMENT

## Un Soldat assassin a été exécuté hier au Pharo

Pour la première fois, depuis le début de la guerre, le poteau d'exécution a été dressé à Marseille pour un soldat français.

Ce soldat se nommait Bonabo. Il était né à Artil (Saône-et-Loire), le 14 mai 1889, et appartenait au 24<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale. Les crimes dont il s'était rendu coupable relevaient uniquement de la justice civile : le seul délit d'ordre militaire était le délit de désertion à l'intérieur en temps de guerre. En temps de paix, Bonabo eût été guillotiné, mais la guillotine ne fonctionnant pas en temps de guerre, il a été passé par les armes.

Au mois de juillet 1915, Bonabo s'introduisit à Marquiane, village des environs de Perpignan, dans la maison d'une honorable mère de famille, l'étranglant pour la voler et par surcroît lui faisant subir les derniers outrages.

Le soldat criminel comparut devant le Conseil de guerre de Montpellier qui le condamna à la peine de mort. Faisant appel de ce jugement, Bonabo comparut devant le Conseil de guerre de Marseille qui, devant l'horreur du crime, confirma le premier jugement.

Bonabo, d'ailleurs, n'avait rien dans sa vie antérieure qui put inspirer la clémence : sept condamnations encourues pour délits divers s'inscrivaient déjà sur son casier judiciaire. Aux colonies, où il vécut sous l'uniforme, il mérita jadis la peine capitale. Il aurait pu s'amender ; son dernier crime devait le priver de la clémence suprême. En effet, le président de la République, à qui parvint le recours en grâce de Bonabo, répondit, il y a trois jours, que le soldat assassin devait être exécuté immédiatement.

Dans la petite cellule du fort Saint-Nicolas, où le condamné attendait depuis plus d'un mois que son sort fût fixé, le commandant Gaudet, commissaire du gouvernement près le Conseil de guerre ; MM. Hugues, substitut, et Faldat, greffier, pénétrèrent à 4 heures du matin.

Bonabo dormait en compagnie de trois autres détenus dont deux sont également condamnés à la peine de mort. En voyant apparaître les officiers, les trois condamnés ouvrirent les yeux épuvés. « Pour lequel d'entre nous vient-on », dirent-ils penser.

Le substitut Hugues s'approcha de Bonabo, qui avait pâli.

— La clémence de M. le président de la République vous a été refusée, lui dit-il. Il faut vous préparer à mourir courageusement.

— C'est bien, dit simplement Bonabo, et il se chauffa tranquillement.

On lui offrit d'entendre la messe.

— C'est inutile, dit-il, nerveux, finissons-en au plus vite.

Mais comme on lui fit remarquer qu'il avait encore une bonne demi-heure à attendre, il parut changer d'avis et, cédant aux instances de l'aumonier, se laissa conduire à la chapelle. Tout le temps que dura l'office, le condamné demeura agenouillé, le visage dans ses mains.

Pendant ce temps, les troupes, l'arme au pied, attendaient sur le terrain d'exécution. Le poteau avait été planté à l'extrémité du champ de tir du Pharo. Un détachement de chaque corps de troupes encadra le champ vaste et nu que le plus admirable clair de lune baignait d'une douce lumière. Ce ne fut pas le ciel gris, l'aube verte et sinistre des exécutions classiques,

mais le ciel clair fourmillant d'étoiles d'une splendeur nôt méridionale ; l'impression n'en fut que plus forte.

Aux alentours du champ de tir, personne, nul civil, l'exécution ayant été tenue cachée, les fenêtres même des maisons du boulevard du Pharo sont closes.

On attend le jour. A cinq heures, la batterie de N.-D. de la Garde laisse tomber ses gouttes de bronze, et quelques instants après, l'aube commença à rosir le ciel du côté de la ville. On aperçoit maintenant les uniformes des soldats formant l'immense carré qui, tantôt dans la pénombre, paraissait une clôture de buis régulièrement taillées. Des autos arrivent, dont on aperçoit les phares étincelants. Voici le général Servière, que les clairons saluent selon le rite.

Cinq heures vingt. Un groupe s'avance au milieu du champ. A ce moment, un commandement retentit.

— Garde à vous !... Arme sur l'épaule droite !

Le frisson métallique d'un millier de fusils maniés à la même seconde, puis, tout près des soldats du peloton, à quelques pas seulement du poteau, dans un groupe d'uniformes où s'aperçoit la soutane du prêtre, une voix s'élève. C'est le greffier qui lit sentence au Conseil de guerre, qui se termine par la phrase faldique : « En conséquence, Bonabo est condamné à la peine de mort ».

Il est 5 h. 25. Je cherche à distinguer le condamné. C'est un petit homme maigre, vêtu de la capote bleu horizon, coiffé du képi bleu sombre des maronniers. Deux soldats le soutiennent. Il est immobile, le regard fixe.

Un ordre. Le condamné est conduit au poteau où il marche sans défaillance apparente ; il s'agenouille, on lui attache un gros bandeau sur les yeux, on lui lie les mains au poignet de sapin.

Minute angossante.

Le silence est si complet qu'on entend les soldats du peloton (quatre soldats et quatre caporaux du 22<sup>e</sup> colonial), épauler leur fusil.

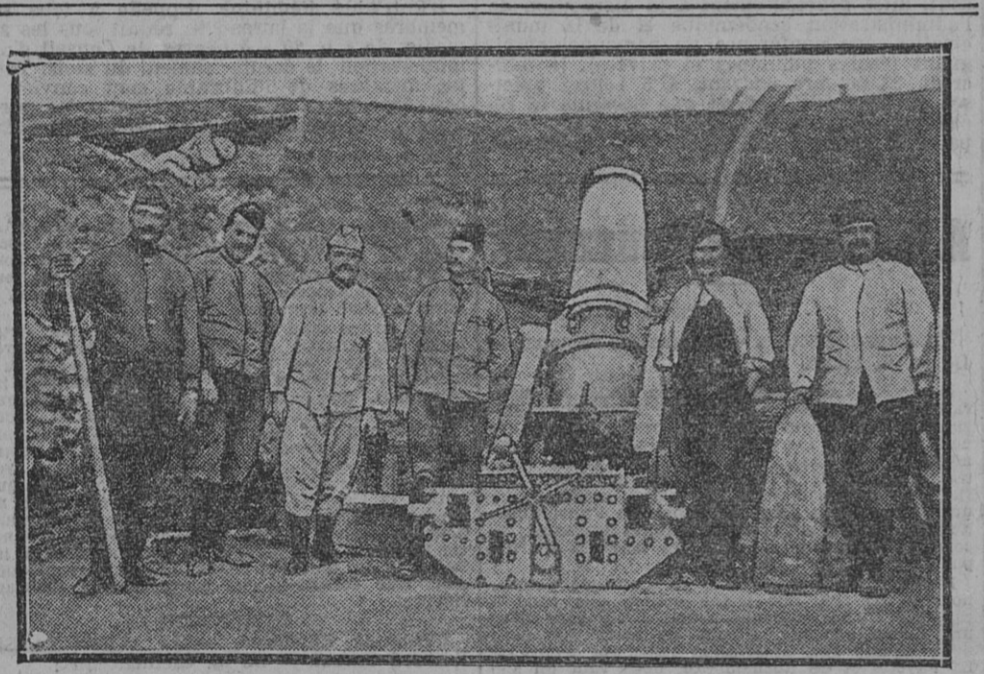
L'adjudant tire son épée, la dresse. L'éclair de l'acier qui s'abaisse brusquement. Une salve, et l'on voit l'homme agenouillé qui tombe brusquement sur le côté droit. L'adjudant, commandant le peloton, tire son revolver et lui donne le coup de grâce, selon qu'il est prescrit.

C'est fini. Le soldat criminel a payé sa dette à la Société.

Les troupes défilent alors, clairons en tête, devant le cadavre qui git la face contre terre, et qui s'est si étrangement amoindri déjà, qu'il ne fait plus au pied du poteau, sur le tertre creux, qu'une petite prominance bien clair.

Quand le défilé des troupes est fini, nous nous approchons du cadavre. Le dos de la capote porte quatre trous à peu de distance les uns des autres. La mort a dû être foudroyante. Les mains du mort sont déjà toutes blanches et le crâne est baigné de sang.

En voyant ce cadavre vêtu de l'uniforme français, dont le crâne vient d'être fracassé par les balles sur ce champ d'infamie, on a besoin de songer aux innombrables braves qui, dans une posture presque identique, tombent, eux aussi, mais au champ d'honneur, le visage découvert et les yeux tournés vers le ciel.



Un groupe d'artilleurs marseillais du ... d'artillerie lourde autour de leur pièce prête à entrer en action sur le front

## L'Affaire de l'Intendance et du Campement

### AVANT LES DÉBATS

C'est demain que, devant le Conseil de guerre de la 15<sup>e</sup> région, s'ouvriront les débats de l'important affaire de corruption, compliquée de faux et d'escroquerie, dont les auteurs principaux appartiennent au service de l'intendance militaire et du campement.

Ces débats auront lieu exceptionnellement dans l'enceinte du Palais de Justice, dans le local de la 4<sup>e</sup> Chambre correctionnelle, où d'un commun accord entre les parties en cause, le Conseil de guerre a décidé de siéger.

Voici brièvement rappelés en quelques mots les données de cette affaire qui souleva, non seulement dans notre ville, mais encore dans la France entière, une vive émotion.

Nul n'ignore qu'en raison de la guerre actuelle de très gros marchés furent passés par le service de l'intendance à divers commerçants français. Or, un officier d'administration de 2<sup>e</sup> classe, nommé Maurice Parent, attaché au service du Campement militaire et chargé par l'intendance de la 15<sup>e</sup> région de répartir quelques-unes de ces commandes, n'hésita pas, sur les conseils de son secrétaire Ferdinand Gouppille, à tirer large profit de sa situation, en exigeant des fournisseurs une commission pour chaque marché. Inutile d'ajouter que Ferdinand Gouppille, qui avait dérobé son supérieur à agrès de la sorte, eut sa part de bénéfices dans toutes ces opérations illicites.

Le nombre des marchés ainsi consentis et sur lesquels Maurice Parent et Ferdinand Gouppille prélevèrent une dime scandaleuse s'éleva, suivant la prévention, à 75 et s'élevèrent au mois d'octobre 1914, au mois de mars 1915, date à laquelle l'autorité militaire, enfin prévenue, s'empressa de mettre le hoïa en arrêtant les coupables. Elle les arrêta en compagnie de l'employé civil du Campement militaire, nommé Placide qui, lui aussi, sous le prétexte de faire obtenir un marché à une commerçante de Nice lui s'occupait, d'accord avec Parent, d'un service de la rue Saint-Jean, une somme de 1.600 fr. d'abord, et de 500 francs ensuite.

Puis, successivement, et au fur et à me-

dance militaire, mentions qui n'auraient dû être apposées que si ces envois avaient été réellement destinés à l'armée — ce que l'accusation conteste.

Le dossier sera soumis au Conseil municipal présidé par M. le lieutenant-colonel Kervella. L'accusation sera soutenue par M. le commandant Gouppille, commissaire du gouvernement. Au banc de la défense paraîtront : Bertrand pour Gouppille ; Vial pour Placide ; Bally pour Parent ; Noël pour Parent ; Bussert et Michelotti ; Mazou de Guérin pour Raynal.

## LE LIVRE D'OR DU SPORT

### Le Champion Gambetta tombe au champ d'honneur

Le Sport vient de perdre une de ses plus belles figures. Le Noble Art vient de perdre un de ses meilleurs champions. Gambetta, champion du Midi, est tombé au champ d'honneur, à l'âge de 20 ans, pour la défense de la Patrie.

Gambetta — de son vrai nom Camille Gabetto — a été frappé glorieusement le 26 septembre dernier, lors d'une attaque des tranchées ennemies, en Champagne.

Énergique, donnant toujours le bon exemple...



GAMBETTA Le jeune champion marseillais

ple à ses hommes et très estimé de ses chefs, il venait, il y a un mois, d'être nommé capitaine sur le champ de bataille.

En prenant la plus vive part à la douleur de M<sup>me</sup> veuve Gabetto, sa mère, et de son fils, nous prions le ciel de leur pardonner nos plus vifs sentiments de condoléance.

### SA VIE SPORTIVE

Assez jeune, Gabetto eut un penchant pour le Noble Art. Dès qu'il eut un instant de liberté, il allait à l'entraînement dans la salle Latal, et peu à peu, il prit place dans les rangs locaux. Ses premiers combats furent gagnés, et il se fit rapidement un nom comme adversaire redoutable dans les championnats. Prenant du poids, il entra dans la catégorie des bantam, dont il devint le champion du Midi. Il remporta de nombreux succès, et par abandon, et Ricca, par abandon aussi. Gambetta était alors un véritable champion.

Il ne devait pas s'en tenir là. Il fit match nul à Nice avec Lacroix, le champion français.

Mais le combat qui fut le plus glorieux de sa carrière fut celui qu'il eut, le 10 septembre, sur le plateau de la Croix, contre le champion de France, Cricqui, champion de France. Cette victoire lui ouvrait des horizons fort beaux et faisait honneur à notre jeune, comme tout une brillante carrière.

Mais la guerre vint et comme tout bon sportsman, il courut à la frontière où se disputent les combats de vaillance. C'est là qu'il vint de trouver une fin héroïque.

Brave Gambetta ! Ta mort sera vengée.

## LA CHERTÉ DE LA VIE

### Rien de changé à Marseille

La question de l'alimentation continue à préoccuper vivement l'opinion publique. On a vu qu'à Paris, le Gouvernement était décidé à taxer la viande, dans le cas où l'expectative faite, avec du viande frigorifiée, ne réussirait pas à réduire le taux de cet aliment. La taxe ne serait nullement avantageuse pour les consommateurs, disent les maires qui ne veulent point prendre cette mesure. Tel n'est pas l'avis du Gouvernement français, qui veut voir, s'il le faut, employer ce moyen, pour obtenir le résultat recherché. Il faudrait donc s'entendre.

Il est incontestable que la taxation de la viande est beaucoup plus compliquée que celle du pain. C'est ce que nous n'avons cessé d'affirmer. Est-ce une raison suffisante pour ne pas l'appliquer ? Qui nous normons ne passe outre, cela peut se concevoir. Mais en pleine période de guerre, à l'heure où la cherté de la vie devient le problème le plus angossant à résoudre, pour les classes salariales, toutes les armes légères doivent être employées pour atteindre ce but.

La taxation figure parmi ces armes laissées au pouvoir des municipalités, dans la France entière, à l'exception de Paris où ce droit est exercé par le préfet de police, sous le contrôle de l'Etat. Peu de municipalités s'en sont servies, à déclarer le maire de Marseille, dans la séance de mardi au Conseil municipal. Qu'importe ? Le prix de la viande étant exagéré à Marseille, il s'agit de mettre une limite à cette exagération. Par quel moyen ? Par la taxe, en attendant l'adoption d'autres moyens.

L'affichage du prix de vente dans les magasins de boucherie ne peut être regardé que comme un palliatif des plus insuffisants. L'auteur du vote le reconnaît bien volontiers. Il espère toutefois, que ce sera un acheminement vers la taxe. Il n'en sera pas ainsi, malheureusement, vu les déclarations formulées par le maire de Marseille. Rien ne sera changé dans une ville où l'accroissement des prix à l'abattoir varie de 30 à 40 0/0 alors qu'il n'est que de 10 à 20 0/0 chez le détaillant. A qui profite cet écart de 30 à 40 0/0 ? Pas aux consommateurs. Est-ce qu'il serait impossible de l'empêcher par tout au moins de le réduire dans de fortes proportions ?

La viande passerait par cinq intermédiaires avant d'être livrée à la consommation. On commence à s'expliquer sa cherté. Il n'y aurait encore rien à faire de ce côté ? Ne pourrait-on dévoter ce truc ? Pourquoi le détail amené à l'abattoir n'est-il pas livré directement aux bouchers ? Pourquoi cinq intermédiaires ?

D'après les statistiques, la consommation de la viande n'aurait pas beaucoup diminué à Marseille. On ne constate, a dit M. Eugène Pierre qu'une diminution de 7 0/0, comparée au dévoué et unanime concours de la semaine précédente. L'œuvre de solidarité et d'assistance « Nos Soldats » ne peut que nous encourager à nous efforcer de diminuer sa consommation. Ses salaires sont trop modiques.

## La Bataille de Champagne vue par un Territorial marseillais

Toulon, 23 Octobre.

Un territorial marseillais, le brigadier Placide Caffo, mobilisé au ... régiment d'artillerie. Malgré ses 45 ans bien sonnés, il a enduré vaillamment fatigues et privations. Dans la reconfortante lettre qu'on va lire, adressée à un de ses amis de Toulon, il fait part du succès de nos armes :

Mon cher Ami,

Oui, mon cher, me voilà à 45 ans sur le front, après avoir, durant toute ma vie précédé la paix ! Je m'impressionne de dire que les événements ont quelque peu modifié mon point de vue, car je suis partisan aujourd'hui de la lutte « jusqu'au bout ». Devant l'agression spontanée de nos ennemis et leur cruauté barbare, il est humain qu'à notre tour, nous devenions sans pitié pour eux, et ceux qui les soutiennent.

Une paix honorable ? Allons donc ; on ne peut, on ne doit pas traiter avec de tels forbans, qui comparent à des chiffons de papier les engagements qu'ils ont solennellement pris.

Pour civilisation ? Nous serions jolis, sous leur domination autocrate, nous les héritiers de la liberté ?

Pour suivre le noble exemple de nos ancêtres, pour conserver le précieux héritage qu'ils nous ont laissé, il faut écraser le monstre germanique, dont le spectre sanglant est fait du crime du vol et de l'esclavage. Il faut rendre impuissant ce militarisme prussien qui depuis trop longtemps fait peser sur le monde entier sa lourde épée de Damoclès. Une fois encore, la France aura dû le levier de la délivrance en dotant les générations futures d'une ère de paix durable, ère de sécurité, ère de prospérité et de fraternité des peuples.

Il faut, dit-on, faire la part de la guerre, de la cherté des transports. Rien de plus juste. Mais ce qu'il ne faut pas, c'est de mettre sur le compte des hostilités, toutes les hausses abracadabrantes que l'on constate sur la plupart des produits indispensables dans un ménage. On abuse de ce procédé, dans le camp des exploitateurs de la situation actuelle.

Combien le Conseil municipal de Lyon a-t-il été inspiré par les demandes qu'un projet de loi soit « déposé et voté à bref délai, pour que 50 0/0 au maximum des bénéfices réalisés par les industriels travaillant pour l'armée ou par les fournisseurs, soient versés au budget de l'Etat. » Ce projet, si rationnel, avait besoin d'être élargi et il y a pas que les industriels travaillant pour l'armée ou les fournisseurs de cette armée qui édifient des fortunes. D'autres catégories de commerçants se trouvent dans le civil.

Pense-t-on que les fournisseurs de bétail, à Marseille seulement, ne pourraient être assimilés à ceux des hostilités, qu'un projet de loi soit « déposé et voté à bref délai, pour que 50 0/0 au maximum des bénéfices réalisés par les industriels travaillant pour l'armée ou les fournisseurs de cette armée qui édifient des fortunes. D'autres catégories de commerçants se trouvent dans le civil.

Qu'on se vaille ou non, il faudra bien arriver à ce que des résolutions, d'une importance exceptionnelle soient prises, pour permettre aux innombrables familles d'ouvriers, d'employés, de cultivateurs, d'assurer leur existence, par une diminution sensible de tous les produits alimentaires. Moins on taxera plus la misère grandira.

Qu'on se vaille ou non, il faudra bien arriver à ce que des résolutions, d'une importance exceptionnelle soient prises, pour permettre aux innombrables familles d'ouvriers, d'employés, de cultivateurs, d'assurer leur existence, par une diminution sensible de tous les produits alimentaires. Moins on taxera plus la misère grandira.

Qu'on se vaille ou non, il faudra bien arriver à ce que des résolutions, d'une importance exceptionnelle soient prises, pour permettre aux innombrables familles d'ouvriers, d'employés, de cultivateurs, d'assurer leur existence, par une diminution sensible de tous les produits alimentaires. Moins on taxera plus la misère grandira.

Qu'on se vaille ou non, il faudra bien arriver à ce que des résolutions, d'une importance exceptionnelle soient prises, pour permettre aux innombrables familles d'ouvriers, d'employés, de cultivateurs, d'assurer leur existence, par une diminution sensible de tous les produits alimentaires. Moins on taxera plus la misère grandira.

Qu'on se vaille ou non, il faudra bien arriver à ce que des résolutions, d'une importance exceptionnelle soient prises, pour permettre aux innombrables familles d'ouvriers, d'employés, de cultivateurs, d'assurer leur existence, par une diminution sensible de tous les produits alimentaires. Moins on taxera plus la misère grandira.

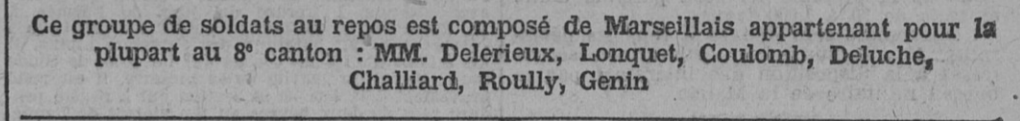
Qu'on se vaille ou non, il faudra bien arriver à ce que des résolutions, d'une importance exceptionnelle soient prises, pour permettre aux innombrables familles d'ouvriers, d'employés, de cultivateurs, d'assurer leur existence, par une diminution sensible de tous les produits alimentaires. Moins on taxera plus la misère grandira.

## LE MIDI AU FEU

### Le Sous-Lieutenant Pasqualini tué à l'Ennemi

A la liste des enfants du Midi tombés héroïquement dans les lieux ennemis, nous devons ajouter aujourd'hui le nom du sous-lieutenant Napoléon Pasqualini, né à Camille (Corse).

Parti au début de la campagne comme adjudant au 25<sup>e</sup> d'infanterie, M. Pasqualini fut blessé le 24 août 1914 par une balle qui lui traversa le genou. A peine guéri, il demeurait au front et fut nommé adjudant-chef à son arrivée au corps et promu sous-lieutenant au mois de janvier 1915. Comme officier, il ne tarda pas à se faire remarquer dans bien des combats, notam-



Le sous-lieutenant PASQUALINI

## Les Finances municipales et la Guerre

Le projet de budget, pour l'année 1916, vient d'être remis aux membres du Conseil municipal. Il sera l'objet prochainement d'une discussion publique. A travers ses nombreux chapitres aux colonnes de chiffres, les conséquences de la prolongation de la guerre apparaissent avec une méticuleuse précision.

Le budget a pour base essentielle, le produit des contributions et des centimes communaux. Le rôle principal de la population de 550.619 habitants (recensement de 1911).

Le relevé des principaux ficités des quatre contributions directes servant de base au calcul des centimes additionnels communaux, indique :

Contributions foncières (propriétés bâties, 2.075.630 fr. non bâties, 83.699 fr.) : 2 millions 159.329 fr. ; le personnel municipal, 1.776.024 fr. ; les portes et fenêtres, 1.136.014 francs ; les patentes (rôle primitif, 3 millions 076.787 fr. ; rôles supplémentaires, 169.490 fr.) : 3.246.277 fr. ; Au total, 8.317.594 fr. 3. D'autre part, le produit prévu des centimes communaux est fixé, en 1916, à 5.517.107 fr. 18.

Or, l'examen détaillé dans les recettes ordinaires des centimes additionnels, relève une sensible atténuation des rendements. C'est ainsi que les centimes travaillants au principal des quatre contributions directes, pour l'entretien des chemins vicinaux, rapportaient, en 1914, une somme de 229.800 fr. 90, rapport dont les prévisions ne dépassent pas, en 1916, la somme de 415.879 fr. L'attribution de 8 % sur la contribution des patentes, qui s'élevait, en 1914, à 229.800 fr. 90, est réduite à 100 fr. en 1916, et à 5.517.107 fr. 18.

Le recouvrement des impôts sur emplacements, subit aussi, par le fait de la guerre, de notables diminutions. Les 17 centimes 1/2 additionnels au principal des quatre contributions, ont baissé de 1.483.334 fr. à 1 million 455.579 fr. ; les 11 centimes 2/10 additionnels au même principal, ont baissé de 932.724 fr. à 824.897 fr. ; les 3 centimes 66 % ont baissé de 310.228 fr. à 304.423 fr. ; les 5 centimes 67/100 ont baissé de 479.498 à 470.526 fr.

Ces diminutions se constatent, en proportion, sur presque tous les centimes.

Par contre, les prévisions des autres re-

celtes n'ont pas été, par rapport au budget de 1915, sensiblement modifiées. L'octroi dont les enregistrements sont plus que tous autres soumis à des variations, présente les mêmes recettes qu'en 1915. Aux Abattoirs et aux marchés aux bestiaux, les droits de place sont en augmentation de 10.000 fr. sur 1914 (370.000 fr. au lieu de 360.000 fr.) ; par contre, les droits de place du marché dit « à cheville », sont en diminution de 2.000 fr., et les droits de place du Marché général aux bestiaux, de 10.000 fr. (150.000 fr. au lieu de 160.000 fr.) ; en baisse aussi de 5.000 fr.

La partie du budget consacrée à l'entretien des dépenses, porte d'une manière plus aiguë l'impression de la guerre.

Depuis le début des hostilités, la ville de Marseille a tenté à verser à ses employés sous les drapeaux, la totalité de leur traitement habituel. En cas de décès le traitement est versé, sous forme de secours, à la veuve ou aux parents directs. Les secours sont inscrits au compte de l'article 226, sous ce titre : « Secours aux familles d'employés municipaux tués à l'ennemi et dont ils étaient le soutien ». Ils furent en 1915 de 25.000 francs. Leur prévision pour 1916 s'élève à 40.000 fr.

Si dans certains services, principalement dans les bureaux, les employés restants ont été touchés par un lochage temporaire de solidarité, d'assumer à eux seuls en plus de leurs travaux, la tâche de leurs camarades mobilisés, il a fallu néanmoins pourvoir à des remplacements. Aussi, par ce fait, au chapitre 17, entretien des voies publiques et pharés, une somme de 42.000 francs a dû être prévue ; elle est de 49.000 francs au chapitre 18, entretien des voies publiques ; de 30.000 francs, au chapitre 160, entretien des chemins vicinaux ; de 12.000 francs au chapitre 114, entretien du Prado et de divers boulevards. En somme, par ce fait, le traitement des agents qui, en 1914 figuraient au budget pour une somme de 1.600.320 francs, s'élève, en 1916, à 1.692.940 francs.

Les prévisions des autres dépenses sont à peu près analogues à celles de 1915. Mais il est à noter que les frais généraux de l'enseignement primaire ont été portés de 10.000 à 15.000 francs ; les dépenses de mobilier scolaire de 5.000 à 20.000 francs ; l'agrandissement des locaux scolaires, création de classes nouvelles, de 10.000 à 10.000 francs ; les traitements et indemnités du personnel enseignant de 3.501.700 francs à 3.577.350 francs.

Parmi les dépenses plus spécialement occasionnées par l'état de guerre, il faut citer, au chapitre 35, représentant la part de la Ville aux indemnités attribuées aux militaires de garde dans les postes de police

celtes n'ont pas été, par rapport au budget de 1915, sensiblement modifiées. L'octroi dont les enregistrements sont plus que tous autres soumis à des variations, présente les mêmes recettes qu'en 1915. Aux Abattoirs et aux marchés aux bestiaux, les droits de place sont en augmentation de 10.000 fr. sur 1914 (370.000 fr. au lieu de 360.000 fr.) ; par contre, les droits de place du marché dit « à cheville », sont en diminution de 2.000 fr., et les droits de place du Marché général aux bestiaux, de 10.000 fr. (150.000 fr. au lieu de 160.000 fr.) ; en baisse aussi de 5.000 fr.

La partie du budget consacrée à l'entretien des dépenses, porte d'une manière plus aiguë l'impression de la guerre.

Depuis le début des hostilités, la ville de Marseille a tenté à verser à ses employés sous les drapeaux, la totalité de leur traitement habituel. En cas de décès le traitement est versé, sous forme de secours, à la veuve ou aux parents directs. Les secours sont inscrits au compte de l'article 226, sous ce titre : « Secours aux familles d'employés municipaux tués à l'ennemi et dont ils étaient le soutien ». Ils furent en 1915 de 25.000 francs. Leur prévision pour 1916 s'élève à 40.000 fr.

Si dans certains services, principalement dans les bureaux, les employés restants ont été touchés par un lochage temporaire de solidarité, d'assumer à eux seuls en plus de leurs travaux, la tâche de leurs camarades mobilisés, il a fallu néanmoins pourvoir à des remplacements. Aussi, par ce fait, au chapitre 17, entretien des voies publiques et pharés, une somme de 42.000 francs a dû être prévue ; elle est de 49.000 francs au chapitre 18, entretien des voies publiques ; de 30.000 francs, au chapitre 160, entretien des chemins vicinaux ; de 12.000 francs au chapitre 114, entretien du Prado et de divers boulevards. En somme, par ce fait, le traitement des agents qui, en 1914 figuraient au budget pour une somme de 1.600.320 francs, s'élève, en 1916, à 1.692.940 francs.

Les prévisions des autres dépenses sont à peu près analogues à celles de 1915. Mais il est à noter que les frais généraux de l'enseignement primaire ont été portés de 10.000 à 15.000 francs ; les dépenses de mobilier scolaire de 5.000 à 20.000 francs ; l'agrandissement des locaux scolaires, création de classes nouvelles, de 10.000 à 10.000 francs ; les traitements et indemnités du personnel enseignant de 3.501.700 francs à 3.577.350 francs.

Parmi les dépenses plus spécialement occasionnées par l'état de guerre, il faut citer, au chapitre 35, représentant la part de la Ville aux indemnités attribuées aux militaires de garde dans les postes de police

celtes n'ont pas été, par rapport au budget de 1915, sensiblement modifiées. L'octroi dont les enregistrements sont plus que tous autres soumis à des variations, présente les mêmes recettes qu'en 1915. Aux Abattoirs et aux marchés aux bestiaux, les droits de place sont en augmentation de 10.000 fr. sur 1914 (370.000 fr. au lieu de 360.000 fr.) ; par contre, les droits de place du marché dit « à cheville », sont en diminution de 2.000 fr., et les droits de place du Marché général aux bestiaux, de 10.000 fr. (150.000 fr. au lieu de 160.000 fr.) ; en baisse aussi de 5.000 fr.

La partie du budget consacrée à l'entretien des dépenses, porte d'une manière plus aiguë l'impression de la guerre.

Depuis le début des hostilités, la ville de Marseille a tenté à verser à ses employés sous les drapeaux, la totalité de leur traitement habituel. En cas de décès le traitement est versé, sous forme de secours, à la veuve ou aux parents directs. Les secours sont inscrits au compte de l'article 226, sous ce titre : « Secours aux familles d'employés municipaux tués à l'ennemi et dont ils étaient le soutien ». Ils furent en 1915 de 25.000 francs. Leur prévision pour 1916 s'élève à 40.000 fr.

Si dans certains services, principalement dans les bureaux, les employés restants ont été touchés par un lochage temporaire de solidarité, d'assumer à eux seuls en plus de leurs travaux, la tâche de leurs camarades mobilisés, il a fallu néanmoins pourvoir à des remplacements. Aussi, par ce fait, au chapitre 17, entretien des voies publiques et pharés, une somme de 42.000 francs a dû être prévue ; elle est de 49.000 francs au chapitre 18, entretien des voies publiques ; de 30.000 francs, au chapitre 160, entretien des chemins vicinaux ; de 12.000 francs au chapitre 114, entretien du Prado et de divers boulevards. En somme, par ce fait, le traitement des agents qui, en 1914 figuraient au budget pour une somme de 1.600.320 francs, s'élève, en 1916, à 1.692.940 francs.

Les prévisions des autres dépenses sont à peu près analogues à celles de 1915. Mais il est à noter que les frais généraux de l'enseignement primaire ont été portés de 10.000 à 15.000 francs ; les dépenses de mobilier scolaire de 5.000 à 20.000 francs ; l'agrandissement des locaux scolaires, création de classes nouvelles, de 10.000 à 10.000 francs ; les traitements et indemnités du personnel enseignant de 3.501.700 francs à 3.577.350 francs.

Parmi les dépenses plus spécialement occasionnées par l'état de guerre, il faut citer, au chapitre 35, représentant la part de la Ville aux indemnités attribuées aux militaires de garde dans les postes de police

celtes n'ont pas été, par rapport au budget de 1915, sensiblement modifiées. L'octroi dont les enregistrements sont plus que tous autres soumis à des variations, présente les mêmes recettes qu'en 1915. Aux Abattoirs et aux marchés aux bestiaux, les droits de place sont en augmentation de 10.000 fr. sur 1914 (370.000 fr. au lieu de 360.000 fr.) ; par contre, les droits de place du marché dit « à cheville », sont en diminution de 2.000 fr., et les droits de place du Marché général aux bestiaux, de 10.000 fr. (150.000 fr. au lieu de 160.000 fr.) ; en baisse aussi de 5.000 fr.

La partie du budget consacrée à l'entretien des dépenses, porte d'une manière plus aiguë l'impression de la guerre.

Depuis le début des hostilités, la ville de Marseille a tenté à verser à ses employés sous les drapeaux, la totalité de leur traitement habituel. En cas de décès le traitement est versé, sous forme de secours, à la veuve ou aux parents directs. Les secours sont inscrits au compte de l'article 226, sous ce titre : « Secours aux familles d'employés municipaux tués à l'ennemi et dont ils étaient le soutien ». Ils furent en 1915 de 25.000 francs. Leur prévision pour 1916 s'élève à 40.000 fr.

Si dans certains services, principalement dans les bureaux, les employés restants ont été touchés par un lochage temporaire de solidarité, d'assumer à eux seuls en plus de leurs travaux, la tâche de leurs camarades mobilisés, il a fallu néanmoins pourvoir à des remplacements. Aussi, par ce fait, au chapitre 17, entretien des voies publiques et pharés, une somme de 42.000 francs a dû être prévue ; elle est de 49.000 francs au chapitre 18, entretien des voies publiques ; de 30.000 francs, au chapitre 160, entretien des chemins vicinaux ; de 12.000 francs au chapitre 114, entretien du Prado et de divers boulevards. En somme, par ce fait, le traitement des agents qui, en 1914 figuraient au budget pour une somme de 1.600.320 francs, s'élève, en 1916, à 1.692.940 francs.

Les prévisions des autres dépenses sont à peu près analogues à celles de 1915. Mais il est à noter que les frais généraux de l'enseignement primaire ont été portés de 10.000 à 15.000 francs ; les dépenses de mobilier scolaire de 5.000 à 20.000 francs ; l'agrandissement des locaux scolaires, création de classes nouvelles, de 10.000 à 10.000 francs ; les traitements et indemnités du personnel enseignant de 3.501.700 francs à 3.577.350 francs.

Parmi les dépenses plus spécialement occasionnées par l'état de guerre, il faut citer, au chapitre 35, représentant la part de la Ville aux indemnités attribuées aux militaires de garde dans les postes de police











